

OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT
TRANSPARENCE

Réf : 015./OLUCOME/07/2017

Bujumbura, le 10./07/2017

Transmis copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur Yoweri Kaguta Museveni,
Président de la République Ougandaise et
Facilitateur dans le dialogue inter burundais avec
les assurances de notre plus haute considération.

à Kampala

- Son Excellence Monsieur John Pombe Magufuli,
Président de la République unie de Tanzanie avec
les assurances de notre plus haute considération ;

à Dar-es-salaam

A Son Excellence Monsieur William Benjamin Mkapa,
Ancien Président de la République Unie de Tanzanie

et Co-facilitateur dans le dialogue inter burundais

à Dar-es-salaam

Objet : Remerciements à la médiation et

demande d'une proposition d'un pré-accord

entre les protagonistes burundais

Excellence Monsieur le Co-facilitateur,

1. L'OLUCOME est l'une des organisations de la société civile burundaise vieille de 15 ans qui a participé dans le dialogue inter burundais depuis l'année 2015 organisé soit par le Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB) ou par la médiation et conduit respectivement par Monsieur Saïd Djinit, l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies dans la région des Grands Lacs ; Monsieur Abdoulaye Bathily, l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Afrique centrale et Son Excellence Monsieur Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République Ougandaise et Médiateur dans la crise burundaise épaulé par Votre Excellence dans cette médiation.
2. Excellence, l'Observatoire a pu constater que certains protagonistes dans la crise burundaise actuelle cherchent souvent des raisons pour faire trainer ce processus de

dialogue chacun dans son camp visant ses propres intérêts sans se soucier du citoyen qui mène une vie très misérable soit au Burundi soit dans les camps de réfugiés. Ce citoyen ne parvient pas à se procurer de sa nourriture quotidienne faute de moyens financiers car le pouvoir d'achat de la population diminue du jour au jour (le revenu par habitant était de 284 USD en 2016 contre 315.2 USD en 2015 selon le Fonds Monétaire International « FMI »). A titre illustratif, ces protagonistes ont déjà récusé à quatre reprises les Facilitateurs et ceci se présente entre autres comme l'une des stratégies qui a été empruntée pour retarder ce processus de dialogue inter burundais.

3. En faisant référence au document intitulé : « Position de l'OLUCOME face à la crise actuelle du Burundi : Causes, conséquences et solutions » vous transmis le 8 mai 2017, celui des organisations de la société civile burundaise indépendante vous transmis à Entebbe en Ouganda en date du 24 mai 2017 lors de la session de briefing à l'endroit des organisations de la société civile, des femmes, des jeunes et des professionnels des médias, à la correspondance des quatre organisations vous adressée en date du 26 juin 2017 dont l'objet est : « Nos inquiétudes relatives à la période projetée des pourparlers inter burundais externes qui pourrait ne pas être respectée » et en considérant le contenu de la communication médiatique de votre bureau la semaine passée, l'OLUCOME voudrait remercier la médiation et la communauté internationale sur comment elles s'y prennent dans le processus de la résolution de la crise burundaise actuelle et les encourage de continuer dans le même sens. A cet effet, l'Observatoire prend acte des nouvelles dates de dialogue inter burundais et des défis pour lesquels les dates initialement annoncées n'ont pas été respectées. Excellence Monsieur le Co-Facilitateur, l'OLUCOME est également d'accord sur les quatre points proposés par la médiation sur lesquels les burundais dialogueront pour y trouver des solutions durables car ces points reflètent les vrais problèmes qui hantent la population burundaise.
4. De plus, la médiation actuelle dans la crise burundaise constitue le garant des accords d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation parce qu'elle connaît beaucoup voire tout sur ces accords d'où l'Observatoire la demande de donner aux participants à la prochaine séance des pourparlers inter burundais externes une proposition d'un pré-accord entre les protagonistes qui va renforcer les piliers décrits dans ces dits accords d'Arusha et la constitution burundaise. Ce pré-accord devrait tenir en compte des conditions préalables pour une véritable résolution pacifique de la crise burundaise ci-après : l'arrêt immédiat des violences et des discours de haine ; la suspension immédiate du processus de révision de la Constitution dans le contexte actuel de crise ; la suspension des activités de l'actuelle Commission Vérité et Réconciliation au Burundi ; l'arrêt de la révision du Code de procédures pénales, suspension de la loi sur les volontaires civiles réservistes en temps de guerre ainsi que d'autres lois qui limitent la jouissance des libertés publiques ; la définition objective du conflit burundais et du contexte sécuritaire ; l'identification objective de véritables protagonistes au conflit burundais et la levée des mandats d'arrêts internationaux émis depuis la crise de 2015.
5. Excellence, vu le comportement de nos leaders politiques, cette demande est formulée dans l'esprit de plaider pour la population burundaise qui continue à croupir dans une misère sans nom et sans espoir d'en sortir d'une part et dans le but de s'atteler directement aux questions de la bonne gouvernance, des libertés publiques et de développement socio-économique durable du Burundi d'autre part. Ayant des informations selon lesquelles certains politiciens burundais continuent à demander qu'ils ne veulent pas que les organisations de la société civile prennent

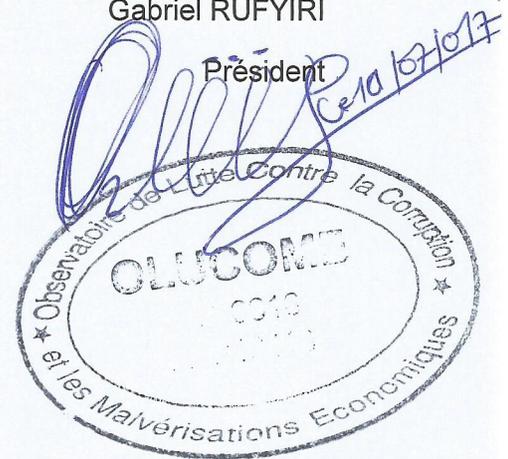
part aux sessions des pourparlers, l'OLUCOME demande à la médiation et à la Communauté internationale spécialement les Nations Unies à rejeter cette demande car par son rôle de vigilance citoyenne, la société civile dans sa diversité a un mot à dire sur la vie du pays et suivre de près la mise en application des conclusions qui seront prises lors de ces pourparlers.

Espérant une suite favorable à nos demandes, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Co-facilitateur, l'expression de notre très haute considération.

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président



C.P.I à :

-Son Excellence Monsieur le Président de la Commission de l'Union africaine ;

à **Addis- Abeba**

-Son Excellence Monsieur l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Burundi ;

à **Bujumbura**

-Son Excellence Monsieur le Représentant de l'Union Africaine au Burundi ;

à **Bujumbura**

--Son Excellence Monsieur le Chef de Délégation de la Commission de l'Union Européenne au Burundi ;

à **Bujumbura**